

Source : **Le Figaro**

Titre : **Russie: quelle place Poutine se réserve-t-il pour l'avenir?**

Analyse : **L'hypothèse d'un tandem au sommet de l'État, comme cela fut le cas avec Medvedev, n'est pas privilégié.**

Rédigé par **Alain Barluet** - Journaliste au Figaro

Date de publication : **24 Janvier 2020**

Le chef du Kremlin est plus que jamais le maître du temps politique en Russie. Le 15 janvier, Vladimir Poutine a annoncé en un tournemain, des réformes constitutionnelles et la démission du gouvernement. Les ministres n'auraient été prévenus que le matin même ; le premier ministre, Dmitri Medvedev, quelques jours auparavant ; quant à son successeur, Mikhaïl Michouline, il a été désigné le jour même. Rien n'aura fuité dans la presse.

À lire aussi : [«Le règne de Poutine arrive à son terme»](#)

Cinq jours plus tard, le président a déposé les amendements constitutionnels à la Douma, alors même qu'un groupe de travail censé les préparer ne s'est réuni que deux fois. Le 11 février, la réforme institutionnelle doit être votée en deuxième lecture. En avril prochain, une «consultation» populaire, dont la forme n'a pas encore été précisée, devrait entériner le processus. Il se dit même que les élections législatives, prévues en septembre 2021, pourraient être avancées. Ainsi Vladimir Poutine, âgé de 67 ans, a-t-il décidé de lancer, à bride abattue, le processus de transition, vraisemblablement pour le «sécuriser» avant la fin de son quatrième mandat présidentiel, en 2024.

Pourquoi un tel tempo? *«Pour garder un contrôle maximal de la situation»*, répond Tatiana Stanovaya, chercheuse au Centre Carnegie. Il était temps aussi de relancer l'action sociale, pour espérer en recueillir les fruits électoraux auprès d'une population au moral dégradé, notamment depuis [la réforme des retraites de 2018](#).

À Moscou, ces jours-ci, les journaux et les blogs débordent de scénarios. Bien présomptueux, celui qui pourrait prétendre se mettre « dans la tête de Poutine ».

Et maintenant? *«Les prévisions sont difficiles, surtout lorsqu'elles concernent l'avenir»*, rappelait, il y a quelques jours, l'intangible chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, en attribuant la formule de Pierre Dac... à un ancien premier ministre d'Eltsine, Viktor Tchernomyrdine. À Moscou, ces jours-ci, les journaux et les blogs débordent de scénarios. Bien présomptueux, celui qui pourrait prétendre se mettre «dans la tête de Poutine».

Avec ses initiatives, le président a néanmoins livré des pistes. Pour certains observateurs, l'ex-colonel du KGB est convaincu d'avoir bénéficié de conditions exceptionnelles - y compris sa stature personnelle - pour exercer le pouvoir pendant vingt ans. Des atouts que n'aura sans doute pas son successeur, estime-t-il. D'où sa volonté de rééquilibrer les institutions d'une façon acceptable pour les divers centres d'influence (les «structures de force», les grands groupes publics, tel Gazprom...) mais qui borde en même temps leurs ambitions respectives. Dans cette optique, le renforcement des pouvoirs de la Douma viserait notamment à prévenir et réguler d'éventuels conflits entre l'exécutif et le législatif. Le chef de l'État ne devrait plus, par exemple, être en droit de dissoudre la Douma, comme c'est le cas actuellement, si un conflit survenait sur le nom du premier ministre.

Sans surprise, Vladimir Poutine a rappelé qu'il ne s'agissait en rien de renoncer au régime présidentiel. *«Une république parlementaire ne conviendrait pas à notre pays»*, a-t-il dit. *«Tous les amendements initiés par Poutine ne visent pas à renforcer sa propre position après son départ de la présidence mais à établir des mécanismes qui permettront de résoudre ses désaccords avec le futur président s'ils surviennent»*, souligne Tatiana Stanovaya.

Conseil d'État

Mais quelle place entend-il se réserver? La question est au centre de toutes les spéculations. On parle du Conseil d'État, un organe consultatif créé en 2000, dont le rôle serait accru et qui pourrait servir de plateforme à l'ex-président pour coordonner les décisions stratégiques clés. L'hypothèse d'un tandem, comme cela fut le cas avec Medvedev, n'est pas privilégiée. Cette semaine, Poutine a lui-même exclu une «dyarchie» au sommet de l'État.

La seule garantie pour lui de conserver une place significative sera la loyauté de son successeur à la présidence.

Selon Tatiana Stanovaya, il ne s'agirait pas pour lui d'exercer un rôle institutionnel mais une influence politique. Une influence permise par trois leviers forts: sa popularité personnelle, le parti du pouvoir, Russie unie, et ses proches du premier cercle. Avec une condition, toutefois, prévient la chercheuse: *«La seule garantie pour lui de conserver une place significative sera la loyauté de son successeur à la présidence.»*

Les commentateurs penchent pour un faux départ de Poutine après 2024. A contrario, *«il serait imprudent d'exclure a priori le scénario d'un véritable départ»*, souligne Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe de Moscou. Samedi dernier, le président s'en est d'ailleurs pris à la gérontocratie qui prévalait en URSS au début des années 1980. *«À ce stade, il s'agit plus d'un rééquilibrage que d'une révolution*, relève aussi Arnaud Dubien. Et d'ajouter: *Vladimir Poutine garde plusieurs fers au feu et semble surtout soucieux de limiter les risques liés à l'échéance de 2024.»*
